Les meurtres de journalistes palestiniens et le silence de l'apartheid israélien

Partage international n° 407 – Juillet 2022

par Graham Peebles

Dans la cacophonie du Moyen-Orient et de la guerre en Ukraine, l'occupation brutale de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par Israël a été reléguée au second plan. Cependant, l'assassinat de Shireen Abu Akleh, journaliste d'Al Jazeera, est venu cruellement rappeler le comportement criminel d'Israël.

Shireen Abu Akleh a été tuée le 11 mai 2022 à Jénine en Cisjordanie, alors qu'elle se trouvait aux côtés de ses collègues, revêtue d'un gilet « presse », en train de couvrir les attaques de l'armée israélienne. Ses funérailles se sont tenues deux jours plus tard à Jérusalem-Est, en présence de milliers de Palestiniens. Au cours de scènes de chaos injustifiables, la police israélienne, qui affirme que les participants *« perturbaient l'ordre public »*, a attaqué le cortège funéraire, frappant de façon indiscriminée avec des matraques, au point que les porteurs ont fait tomber le cercueil.

Dans une tentative grossière de rejeter la faute, l'armée israélienne a affirmé que S. Abu Akleh a été tuée par des tirs palestiniens au cours d'affrontements avec les soldats israéliens. Ceci est totalement faux : les autres journalistes présents sur la scène confirment qu'il n'y a pas eu de tirs palestiniens. Plusieurs syndicats à travers le monde ont conjointement réclamé une enquête indépendante sur sa mort, *« et que les fautifs soient traduits en justice »*. Sans surprise, CNN a repris le récit israélien fallacieux, tandis que la couverture de la BBC a été ambiguë, soi-disant neutre, c'est-à-dire moralement lâche.



Photo : Montecruz Foto, CC BY-SA 4.0, euractiv.com via flickr
Le mur de démarcation entre la Palestine et Israël.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Yaïr Lapid, a déclaré que Tel Aviv proposerait une *« enquête conjointe sur les circonstances »*, et, ne s'apercevant pas du caractère bassement hypocrite de ses propos, a ajouté *que « les journalistes doivent être protégés dans les zones de conflit ». Human Rights Watch*, qui mène ses propres investigations, a critiqué les enquêtes israéliennes sur de tels incidents, lesquelles ne seraient que *« des tentatives de dissimulation… en réalité, l'armée israélienne ne rend jamais de comptes lorsque de tels abus se produisent »*.

Les journalistes et les travailleurs de l'information sont ciblés par Israël depuis des années : tués et intimidés par des brutes en uniforme, afin de les faire taire, de les empêcher de dire la vérité et de témoigner des crimes et de la violence du régime israélien en Palestine.

Apartheid à grande échelle

Le meurtre de S. Abu Akleh n'est que le plus récent d'une longue série. Au moins 46 journalistes ont été tués dans les Territoires palestiniens occupés (TPO) depuis 2000, et personne n'a encore été inculpé. La Fédération internationale des journalistes a récemment saisi la Cour pénale internationale au motif qu'Israël *« cible les journalistes qui travaillent en Palestine et n'enquête pas convenablement sur les meurtres de travailleurs de l'information, ce qui s'apparente à des crimes de guerre »*. Les avocats en charge du dossier ont déclaré que les cas présentés *« sont emblématiques des attaques continues et systématiques ainsi que de l'usage de la force létale*

contre les journalistes et les médias en Palestine par les services de sécurité israéliens ».

Ce ne sont pas seulement les journalistes et les travailleurs de l'information qui sont ciblés par Israël, ce sont quasiment tous les Palestiniens vivant dans les TPO, enfants compris. Depuis 2000, *« au moins 10 349 Palestiniens »* ont été tués par Israël, dont 2 349 enfants (tandis que 1 304 Israéliens ont été tués), et plus de 100 000 Palestiniens ont été blessés (décompte arrêté en 2018), selon des informations compilées par le site *Israeli-PalestineTimeline.*

La machine israélienne de brutalité et de contrôle est implacable et sans merci. Les Palestiniens des territoires occupés subissent une violence oppressante, qui se manifeste de multiples façons : meurtres et mutilations ciblées ou indiscriminées ; destructions de fermes et de champs d'oliviers, et vols de terres ; épreuve déshumanisante d'avoir à franchir des points de contrôle israéliens, ce qui rend les déplacements au sein du pays interminables et stressants ; droits de pêche restreints au large de la bande de Gaza ; construction de colonies israéliennes illégales (ce qui est un crime de guerre) à l'intérieur de la Cisjordanie ; interdiction d'organisations de la société civile palestinienne, qui sont déclarés organisations terroristes (en octobre 2021, Israël a dissous trois organisations palestiniennes de défense des droits humains et a emprisonné et inculpé leurs employés, en invoquant des accusations de terrorisme complètement fausses) ; expulsion de Palestiniens et destruction de leurs maisons. Durant les huit premiers mois de 2021, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, Israël a démoli *« 666 maisons et autres structures palestiniennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, déplaçant ainsi 958 personnes, ce qui correspond à une augmentation de 38 % par rapport à la même période de 2020 ».*

Tout ceci, que Michael Lynk, rapporteur spécial des Nations unies pour les TPO, décrit comme un *« système juridique et politique profondément discriminatoire, qui accorde des privilèges aux 700 000 colons juifs israéliens vivant dans les 300 colonies israéliennes illégales de Jérusalem-Est et de Cisjordanie »,* constitue le quotidien des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, et correspond à un apartheid, c'est-à-dire une ségrégation et une discrimination politique, sociale et économique.

Les conditions de vie dans la bande de Gaza, où résident environ 2,4 millions de Palestiniens, sont encore pires que celles qui prévalent en Cisjordanie. La population y a un accès inadéquat à l'électricité, à l'eau et aux services de santé, et, selon les Nations unies, vit sous la menace *« d'un effondrement économique, tout en étant privée de la liberté de circulation vers le reste de la Palestine [la Cisjordanie] ou le monde extérieur ».* Largement considérée comme la plus grande prison du monde, le sentiment d'emprisonnement y a été intensifié durant la Covid, lorsqu'Israël a prétexté de la pandémie pour renforcer des restrictions qui étaient déjà oppressantes.

Au sein de ces deux territoires, Gaza et Cisjordanie, Israël impose ce qu'*Amnesty International* décrit comme *« un système d'oppression et de domination à l'encontre des Palestiniens, au bénéfice des juifs israéliens. Cela équivaut à un apartheid, contraire au droit international. »* Bénéficiant de l'appui militaire et politique des Etats-Unis, la machine étatique israélienne ignore ces faits et agit comme bon lui semble. Le soutien aveugle des Administrations états-uniennes successives et de leurs alliés hypocrites alimente l'impunité et l'insupportable arrogance d'Israël.

Israël opprime les Palestiniens depuis sa création en 1948 : les Palestiniens ont toujours été perçus comme une menace par l'Etat juif et ont par conséquent été exclus, discriminés, contrôlés, bannis de leurs terres et privés de leurs droits économiques, sociaux et humains. L'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens et la destruction de centaines de villages palestiniens après 1948 s'apparente à un nettoyage ethnique, qui s'est mué en une forme hautement organisée d'apartheid. Comme l'explique Michael Lynk, *« le contrôle militaire des TPO a été délibérément institué […] afin de créer démographiquement une revendication permanente et illégale d'Israël sur ces territoires occupés, tout en parquant les Palestiniens dans des réserves de plus en plus petites, restreintes et territorialement discontinues ».* Dans le cadre de cette stratégie d'endiguement, les réfugiés palestiniens qui vivent en dehors d'Israël et des TPO se voient juridiquement refuser le droit au retour, ce qui constitue une autre violation flagrante du droit international.

Les Nations unies, *Human Rights Watch* (HRW) et *Amnesty International* caractérisent le traitement des Palestiniens par l'Etat israélien comme de l'apartheid. Dans son rapport de 2021, HRW a confirmé ce qu'on savait depuis des décennies, à savoir que *« la répression à l'encontre des Palestiniens vivant dans les TPO (Cisjordanie et bande de Gaza) s'apparente à des crimes contre l'humanité d'apartheid et de persécution ».* Dans son rapport intitulé *L'apartheid d'Israël envers les*

Palestiniens, *Amnesty* confirme qu'Israël a mis en place un système de « *répression et d'oppression* » qui viole les droits des Palestiniens et « *cherche à établir et à maintenir l'hégémonie juive partout où Israël exerce un contrôle effectif* ».

Amnesty décrit les pratiques répressives d'Israël comme étant systématisées et hautement organisées. Les lois, les politiques et les pratiques sont conçues et appliquées de façon à empêcher les Palestiniens de réclamer les mêmes droits que les juifs israéliens au sein d'Israël et des TPO, et sont donc « *destinées à opprimer et dominer le peuple palestinien* ».



Photo : [illegible], CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Common
Manifestants arborant le portrait de Shireen Abu Akleh.

L'apartheid ne se caractérise pas seulement par une répression systématique et un contrôle à grande échelle ; il s'agit également d'un état d'esprit fondé sur des préjugés extrêmes, qui engendrent et permettent des actes de violence inhumaine, d'exploitation et d'humiliation. Il conduit au meurtre de civils, à l'assassinat d'une journaliste de premier plan, à la destruction de maisons familiales et à la litanie d'horreurs auxquelles Israël se livre à l'encontre des Palestiniens – des horreurs qui sautent aux yeux de quiconque daigne regarder.

Les Palestiniens alertent depuis des décennies sur leur situation, dénonçant le régime d'apartheid imposé par Israël, mais les nations occidentales, soumises aux Etats-Unis, les ont ignorés, détournant le regard face à la violence et les crimes d'Israël. *Amnesty* estime que « *presque toutes les autorités civiles et militaires d'Israël, tout comme les institutions gouvernementales et quasi gouvernementales, sont impliquées dans la mise en œuvre du système d'apartheid contre les Palestiniens au sein d'Israël et des TPO, et contre les réfugiés palestiniens et leurs descendants hors du territoire* ».

Israël n'a pas l'intention de permettre que l'hypothétique solution à deux Etats devienne réalité. Sa volonté est clairement d'imposer une domination totale. Comme l'explique Michael Lynk, le contrôle militaire d'Israël parque « *les Palestiniens dans des réserves de plus en plus petites et restreintes* ». Cela est rendu possible par le soutien des Etats-Unis et du pouvoir du lobby israélien aux Etats-Unis ; un groupe sioniste hautement organisé, *l'American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) est comparable au lobby des armes *(la National Rifle Association,* NRA) en termes d'influence et d'impact destructeur.

Au cours des quarante dernières années, des centaines de résolutions ont été votées par les Nations unies pour rappeler le caractère illégal de l'annexion des TPO par Israël, de la construction de colonies juives et du refus de l'auto-détermination des Palestiniens. Ces résolutions sont systématiquement ignorées ; ainsi, l'apartheid se poursuit, les meurtres, les destructions et les injustices continuent. Il est temps que l'Occident, avec ou sans les Etats-Unis, se réveille, fasse preuve de courage et agisse collectivement contre Israël et en faveur du peuple palestinien opprimé et persécuté.

Israël, Palestine **Auteur** : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.
Thématiques : Société
Rubrique : Divers